

Un nucléaire français si dépendant de la Russie

Les sanctions contre la Russie ne concernent toujours pas le nucléaire. Peut-être parce que les pays de l'Ouest, à commencer par la France, en dépendent plus qu'on ne le croit, révèle Greenpeace.

Le 24 février, l'Union européenne adoptait de nouvelles sanctions contre Moscou. Et toujours rien à l'encontre du nucléaire russe et de Rosatom, le numéro 1 mondial du secteur.

La filière nucléaire française aurait beaucoup à y perdre. D'abord parce que ses industriels (Framatome, Schneider Electric, Assystem, etc.) en sont des partenaires étroits. La Société française d'énergie nucléaire (SFEN) indiquait récemment que **« pour chaque nouvelle unité construite par Rosatom, en Europe ou ailleurs, jusqu'à un milliard d'euros irait à des technologies françaises »**. C'est le premier des quatre liens du nucléaire français avec la Russie.

Le deuxième lien est très particulier et propre à la France : elle est la seule à sous-traiter en Russie le réenrichissement de son uranium usagé (*lire ci-dessous*).

Le troisième lien est commun à de nombreux États : c'est l'achat à la Russie d'uranium enrichi. Grâce à l'outil industriel hérité de l'époque soviétique, Rosatom en est le leader avec 43 % de la capacité mondiale, devant Urenco (Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni), qui en détient 31 %. Le français Orano est troisième, avec 12 %. L'essentiel du reste est assuré par le chinois CNNC.

Tous les pays consommateurs d'uranium sont peu ou prou clients de Rosatom. Et la France ? Elle ne produit pas d'uranium et doit tout importer. Notamment des mines où son champion Orano (ex-Areva) possède des parts. Mais Orano ne transforme qu'un peu plus de la moitié des 1 030 tonnes d'uranium enrichi nécessaire aux centrales d'EDF chaque année. D'où vient le reste ? Depuis 2012, le citoyen français ne dispose d'aucune information officielle. Face à la loi du silence, ONG et spécialistes fouillent les données des douanes et des rapports.

Le tabou français de l'uranium russe

Selon des données réunies par *Le Monde*, de 2005 à 2020, Orano a importé 138 200 tonnes d'uranium naturel pour l'enrichir en France. Les trois quarts proviennent de quatre États : le Kazakhstan, l'Australie, le Niger et l'Ouzbékistan. Mais toujours pas de trace des 40 à 45 % d'uranium enrichi que ne produit pas Orano et que, pourtant, récupèrent bien Framatome et Westinghouse pour réaliser le combustible qui finit dans les réacteurs d'EDF.

Le spécialiste Jean-Claude Zerbib analyse les statistiques disponibles pour l'ONG Global Change. Il relève que, de 2000 à 2012, Areva (devenu Orano) et EDF ont importé 7 296 tonnes d'uranium enrichi de Russie, soit 560 en moyenne par an. Selon lui, c'est toujours la Russie qui fournit à la France une bonne part de l'uranium enrichi que ne produit pas Orano.

De son côté, l'Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest (Acro) a analysé les transferts d'uranium utilisé en France entre 2009 et 2012. On y constate que la plus grosse partie de l'uranium enrichi pour la France par le russe Tenex, filiale de Rosatom, est partie chez l'américain Westinghouse. Lequel, interrogé par *Ouest-France*, ne donne aucune précision.

L'emprise de Rosatom sur la filière nucléaire française a-t-elle perduré ? Pour Greenpeace, la réponse est oui. Dans un rapport publié ce samedi, l'ONG affirme notamment : « **En 2022, la France a triplé ses importations d'uranium enrichi russe avec la livraison par la Russie d'un tiers de l'uranium enrichi nécessaire au fonctionnement des centrales nucléaires françaises pendant un an.** »

L'uranium kazakh et ouzbek sous contrôle de Moscou

Prolongeant des données révélées par *Le Canard enchaîné* puis par *Le Monde*, l'ONG observe qu'au moins 312 tonnes d'uranium enrichi russe ont été débarquées à Dunkerque en 2022. Après le début de la guerre.

Mais ce n'est pas tout. Greenpeace dit avoir établi un quatrième lien. Remontant la filière des exportations d'uranium du Kazakhstan et d'Ouzbékistan, l'ONG affirme aujourd'hui que celles-ci transitent essentiellement par la Russie, sous le contrôle de Rosatom.

Une route alternative est en projet. Partant de Chine, elle passe par le Kazakhstan, la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la mer Noire, puis la Turquie ou l'Ukraine. On a vu plus simple...

Pour Greenpeace, « **contrairement à ce qu'affirment ses défenseurs, la dépendance de la filière nucléaire française aux autorités russes est**

immense ». L'ONG estime que « **l'État français doit exiger la rupture de tous les contrats liant EDF, Orano et Framatome à Rosatom** ».

Aux questions de *Ouest-France*, ni Orano, ni Framatome, ni EDF, ni le gouvernement n'apportent les précisions demandées sur la dépendance de la filière nucléaire française à l'égard de la Russie.

EDF reconnaît avoir « **fait appel à la Russie pour des services d'enrichissement de son uranium naturel non russe, au même titre que tous les enrichisseurs du marché** ». Mais le groupe assure que ceci « **représente une part très minoritaire** ».

Le ministère de la Transition énergétique, pour sa part, assure que « **la France n'est pas dépendante de la Russie pour le fonctionnement de son parc électronucléaire** ». Orano reconnaît, cependant, que « **face à la question du transit par la Russie, des options existent pour contourner le pays et d'autres routes alternatives sont à l'étude** ». Cela ne revient-il pas à admettre que l'acheminement de l'uranium kazakh et ouzbek destiné à la France est bien soumis au bon vouloir de Vladimir Poutine ? (*Lire également notre dossier sur ouest-france.fr*)

André THOMAS.